

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 992

[2009/201150]

**12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission wallonne pour l'Energie et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 44, § 1<sup>er</sup>, et 46, § 1<sup>er</sup>, tels que modifiés par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission wallonne pour l'Energie, tel que modifié par l'arrêté du 30 novembre 2006;

Vu la proposition de la Commission wallonne pour l'Energie, CD-9a20-CWaPE-225, du 22 janvier 2009;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission wallonne pour l'Energie tel qu'annexé au présent arrêté.**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission wallonne pour l'Energie est abrogé.**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.**Art. 4.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

## ANNEXE

## REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DE LA COMMISSION WALLONNE POUR L'ENERGIE

*Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

## Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent règlement, il convient d'entendre par :

1° "décret électricité" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° "décret gaz" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

3° "commission" : la Commission wallonne pour l'Energie;

4° "jour ouvrable" : chaque jour calendrier, à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés;

5° "Ministre" : le Ministre wallon qui a l'Energie dans ses attributions.

*Section 2. — Le comité de direction*Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Les services de la CWaPE sont organisés en quatre directions et une présidence.

§ 2. Une direction dirigée par un directeur "technique" chargée des aspects techniques des marchés du gaz et de l'électricité;

§ 3. Une direction dirigée par un directeur "de la promotion des énergies renouvelables" chargée de la mise en œuvre et du contrôle des mécanismes de promotion et de labellisation de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et de cogénération, d'une part, et du gaz issu de sources d'énergie renouvelables, d'autre part;

§ 4. Une direction dirigée par un directeur "socio-économique" chargée du fonctionnement des marchés du gaz et de l'électricité et du contrôle des obligations de service public, de l'évaluation de leur mise en œuvre et de leur coût, ainsi que des études y afférentes;

§ 5. Une direction dirigée par un directeur "des services aux consommateurs et des services juridiques" chargée des études de nature juridique, de la veille, et du traitement des questions et des plaintes;

§ 6. Le président convoque, ouvre et clôt les réunions du comité de direction. Il dirige les débats et dispose de tous les pouvoirs nécessaires à cet effet. En dehors de ces réunions, le président est chargé de la coordination des quatre directions.

Le président veille notamment, dans le respect des décisions du comité de direction :

a) à la répartition, à l'instruction et à la préparation des dossiers et des questions posées au comité de direction, de même qu'à leur présentation au comité de direction;

b) à l'exercice ou à l'attribution des compétences résiduelles et à l'éventuel arbitrage des conflits de compétence entre directions;

c) aux relations externes avec les autorités belges, avec les institutions étrangères ou internationales, et les autres régulateurs des marchés de l'électricité et du gaz;

d) à l'échange d'informations ou aux relations entre le comité de direction et le conseil économique et social de la Région wallonne.

Dans ce cadre, le président s'appuie sur l'assistance d'un secrétaire général et d'une "unité dorsale", placés sous son autorité, et qui fonctionnent en soutien pour les autres directions en matière de gestion des ressources humaines, de comptabilité, d'informatique, de collecte et de gestion de la documentation et de contrôle de gestion.

Lorsque le président est empêché, la présidence est assurée par le directeur présent bénéficiant de l'entrée en

fonction la plus ancienne. Lorsque plusieurs directeurs bénéficient de la même ancienneté, la présidence est assurée par le directeur le plus âgé présent. Le directeur assurant la présidence bénéficie des mêmes droits et obligations que le président.

#### Réunions et ordre du jour

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le comité de direction se réunit dans l'arrondissement administratif de Namur, le président peut toutefois désigner un autre lieu de réunion.

§ 2. Les réunions du comité de direction ne sont pas publiques. Le comité de direction peut toutefois demander à certains membres du personnel ou des experts susceptibles de l'assister dans ses délibérations, de participer à la totalité ou à une partie d'une réunion. Le secrétaire général assiste sans voix délibérative au comité de direction et est chargé, sous la direction du président, de rédiger les procès-verbaux des réunions de ce comité.

§ 3. Le comité de direction se réunit sur invitation du président, de sa propre initiative ou à la demande d'au moins deux personnes parmi les directeurs et les commissaires et aussi souvent que l'exigent les intérêts de la Commission, et au moins une fois par mois, sauf durant les mois de juillet et août. En cas de demande formulée par au moins deux membres du Comité de Direction, la réunion du comité de direction est organisée dans les dix jours ouvrables qui suivent la demande.

La convocation a lieu soit par courrier électronique soit par voie postale soit par fax ou par porteur au moins cinq jours ouvrables avant la réunion.

En cas d'absolue nécessité, la réunion peut être fixée par le président le jour même de la convocation.

L'ordre du jour de la réunion et tous les documents relatifs aux points de l'ordre du jour sont joints à la convocation.

§ 4. Chaque membre du comité de direction peut transmettre au président une requête en vue de mettre des points à l'ordre du jour avec les documents y afférents.

§ 5. Au début de la réunion, le comité de direction approuve l'ordre du jour. Le comité de direction peut par voie de consensus décider d'ajouter un point supplémentaire à l'ordre du jour.

§ 6. Au cas où un ou plusieurs points figurant à l'ordre du jour ne peuvent être traités lors de la réunion du comité de direction, ils sont :

- soit inscrits prioritairement à l'ordre du jour de la prochaine réunion;
- soit reportés à une réunion ultérieure, au cas où le comité de direction n'a pas pu traiter le point en raison d'un manque d'informations, pour des raisons de procédure ou parce que le comité de direction estime avoir besoin de recherches supplémentaires.

#### Délibération et vote

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Le comité de direction ne peut délibérer valablement que s'il est composé du président et de deux directeurs au moins ou, en l'absence du président, de trois directeurs au moins.

Si le quorum n'a pas été atteint, le comité de direction peut également délibérer valablement avec deux membres présents au moins, dont le directeur compétent, après avoir été à nouveau convoqué avec le même ordre du jour, sans tenir compte du délai prévu à l'article 3, § 3, alinéa 2, à une deuxième réunion ayant lieu au plus tôt le deuxième jour ouvrable suivant la première réunion, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas d'absolue nécessité. Dans ce cas, le comité de direction est immédiatement convoqué une deuxième fois avec le même ordre du jour et peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents. L'absolue nécessité doit toutefois toujours être motivée dans la convocation et dans le procès-verbal de la réunion.

§ 2. Le comité de direction décide par voie de consensus. En l'absence de consensus, les décisions sont prises à la majorité simple des voix étant entendu que le président a voix prépondérante en cas de partage des voix.

§ 3. Le comité de direction ne peut délibérer d'un point à l'ordre du jour qu'en la présence du directeur compétent. Si le point est reporté à une réunion ultérieure en raison de l'absence du directeur compétent et que ce dernier est à nouveau absent, le comité de direction peut décider, par voie de consensus, de délibérer en l'absence du directeur compétent.

§ 4. Le vote ne pourra avoir lieu qu'une fois que les personnes invitées, le cas échéant, au comité de direction, se sont retirées.

§ 5. Le vote a lieu à main levée, mais il peut être secret à la demande d'un membre du comité de direction.

§ 6. Un directeur qui s'abstient ou vote contre une décision prise à la majorité des voix, peut demander que son abstention ou son opposition soit nommément actée, sous la forme d'une note de minorité dans le procès-verbal, éventuellement avec les motifs qu'il indique.

§ 7. Le comité de direction détermine les règles déontologiques applicables aux délibérations et aux votes du comité de direction.

#### Procès-verbaux

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Les procès-verbaux sont rédigés de manière claire. Ils reprennent les décisions et les motifs de ces décisions, de même que les renvois aux documents de base.

§ 2. L'approbation du procès-verbal figure à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion du comité de direction.

§ 3. La version définitive du procès-verbal est signée par le président et un directeur, après avoir reçu l'approbation du comité de direction. Le procès-verbal original est conservé par le président. Chaque extrait de procès-verbal est signé par le président ou un directeur. Les procès-verbaux et les extraits sont confidentiels, sauf décision contraire du comité de direction.

Art. 6. Règles applicables à la rédaction de règlements, de propositions, d'avis, de décisions, d'injonctions, de lignes directrices, de recommandations, de recherches et d'études.

§ 1<sup>er</sup>. Lorsque le comité de direction souhaite adopter ou entreprendre un règlement, une proposition, un avis, une décision, une injonction, une ligne directrice, une recommandation, une recherche ou une étude, le président transmet le dossier à chaque directeur compétent.

§ 2. Chaque directeur compétent établit immédiatement les contacts nécessaires et demande toutes les informations jugées utiles par lui. Lors de la rédaction d'un règlement, d'une proposition, d'un avis, d'une décision, d'une injonction, d'une ligne directrice, d'une recommandation, d'une recherche ou d'une étude, le directeur peut toujours faire appel à des experts externes, à condition que l'indépendance de la Commission soit garantie. Cet appel s'effectue dans le cadre financier et selon les procédures décrits à l'article 7 du présent règlement.

§ 3. Lorsque le comité de direction est invité à adopter ou à prendre un règlement, une proposition, un avis, une

décision, une injonction, une ligne directrice, une recommandation, une recherche ou une étude, le président envoie immédiatement un accusé de réception à l'autorité requérante.

Chaque directeur compétent met tout en œuvre pour respecter le délai d'exécution fixé par l'autorité requérante. Si le délai d'exécution fixé par l'autorité requérante ne peut être respecté, en raison, par exemple, du degré de complexité, le comité de direction communique immédiatement à l'autorité requérante le délai qu'il juge raisonnable. Le délai d'exécution ne débute dans tous les cas qu'après réception du dossier complet.

Le comité de direction respecte scrupuleusement le délai fixé par l'autorité requérante dans les cas où le décret ou l'un de ses arrêtés d'exécution impose un délai obligatoire.

§ 4. La correspondance importante engageant le comité de direction est placée à l'ordre du jour du comité de direction. Toutefois la signature de chaque directeur compétent suffit.

§ 5. Lorsque le président et chaque directeur compétent l'estiment nécessaire, l'approbation des règlements, propositions, avis, décisions, injonctions, lignes directrices, recommandations, recherches et études peut être obtenue par une procédure écrite. Dans ce cas, le projet de règlement, proposition, avis, décision, injonction, ligne directrice, recommandation, recherche ou étude est communiqué par lettre à tous les membres du comité de direction. Cette communication peut également se faire par fax ou par courriel; dans ce cas, la preuve d'envoi fait fonction d'accusé de réception.

La communication mentionne le délai dont disposent les membres pour communiquer leur approbation ou les motifs pour lesquels ils ne peuvent donner leur approbation. Ce délai prend cours au moment de l'envoi et ne peut être inférieur à 24 heures.

Les membres n'ayant pas transmis de message à l'expiration du délai mentionné dans la communication sont supposés avoir approuvé le projet.

Si aucun consensus n'est atteint, le vote du projet a lieu lors de la réunion suivante du comité de direction.

§ 6. La version définitive d'un règlement, d'une proposition, avis, décision, injonction, ligne directrice, recommandation, recherche ou étude du comité de direction est signée par chaque directeur compétent et par le président. Si le document à signer relève de la compétence du Président, il est signé par ce dernier et par un directeur. Il en va de même pour la correspondance liée à la communication avec l'éventuelle autorité requérante des règlements, propositions, avis, décisions, injonctions, lignes directrices, recommandations, recherches ou études définitifs.

§ 7. Les règlements, propositions, avis, décisions, recommandations, lignes directrices, recherches et études du comité de direction sont publiés selon une mise en page déterminée.

§ 8. Les versions définitives des règlements, propositions, avis, décisions, lignes directrices, recommandations, recherches et études du comité de direction sont publiques et sont publiées sur le site web de la Commission, [www.cwape.be](http://www.cwape.be), sauf décision contraire du comité de direction.

Les avis sont publiés après communication au Gouvernement.

Un classement thématique et chronologique des propositions, avis, décisions, recommandations, recherches et études du comité de direction est conservé.

Règles applicables à la gestion opérationnelle

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Le comité de direction peut autoriser le président ou un directeur à prendre toutes les décisions urgentes, à l'exception des décisions de nature réglementaire ou des matières visées à l'article 6 du présent règlement. Ces décisions urgentes sont soumises à l'approbation du comité de direction lors de la réunion suivante.

§ 2. Les règles suivantes en matière de délégation de compétences et de compétence de signature sont d'application :

1. en matière de commandes et de prises d'engagements :

Dans le respect de la législation sur les marchés publics, le comité de direction décide des commandes et de la prise d'autres engagements. Sauf exception motivée ou en cas de montants inférieurs à des montants déterminés par le comité de direction, le comité de direction décide sur base de trois offres différentes lorsque la convention (de stipulation pour autrui en matière de fourniture) entre le Ministère de l'Équipement et des Transports (ou le Service public de Wallonie) et la Commission ne trouve pas à s'appliquer.

Le comité de direction peut déléguer cette compétence de décision à chaque directeur ou prévoir une signature par deux directeurs, en cas de montants inférieurs à des montants déterminés par le comité de direction.

2. en matière de paiements et d'opérations bancaires :

Les opérations bancaires et les ordres de paiement sont signés par deux membres du comité de direction, dont le président lorsque celui-ci est disponible. Le comité de direction peut formuler des exceptions à ce principe pour les opérations internes de la Commission ou pour les opérations situées en-dessous d'un montant déterminé.

3. en matière de factures et de justificatifs de dépenses :

Toutes les factures et les justificatifs de dépenses sont visés pour accord par le président ou par la personne désignée par lui à cet effet, avant leur paiement par le président ou la personne dûment déléguée à cet effet par le comité de direction.

§ 3. La Commission intervient dans des actions en justice, en tant que demanderesse ou défenderesse, à la demande ou à la requête du président en application de l'article 45, § 4, du décret électricité.

Personnel

Art. 8. Le personnel de la Commission est recruté et occupé en vertu de contrats de travail régis par la loi du 3 juillet 1978 en application de l'article 46, § 2, du décret électricité.

Le comité de direction détermine leur rémunération et leurs avantages complémentaires. Le comité de direction décide des recrutements, des promotions et des licenciements. Le personnel employé ne peut être recruté qu'après un appel à candidature avec publicité au *Moniteur belge* et dans la presse francophone retenue par le comité de direction et l'intervention d'un organisme de recrutement spécialisé.

Finances

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Le comité de direction désigne un réviseur d'entreprise externe n'exerçant aucune fonction dans une entreprise soumise au contrôle de la Commission. Le réviseur contrôle et atteste les comptes arrêtés par le comité de direction sans préjudice des dispositions de l'article 50, § 5, du décret électricité. Le comité de direction décide de mettre fin au mandat du réviseur d'entreprise.

§ 2. Tous les trois mois, le président présente les comptes de résultats au comité de direction. Le comité de direction

arrête annuellement le bilan et les comptes de résultats, le cas échéant, le résultat à affecter est reporté à l'exercice suivant.

§ 3. Le président rédige la proposition de budget et la soumet à l'approbation du comité de direction. Le budget comporte une estimation détaillée des dépenses et des recettes sur une base annuelle.

La proposition de Budget pour l'année n'est transmise au Ministre avant le 31 octobre de l'année n-1.

§ 4. La comptabilité de la Commission est réalisée en s'inspirant des règles générales de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises.

Le comité de direction arrête les règles d'évaluation des comptes de résultats et du bilan sur proposition du président.

La Commission ne comptabilise pas le Fonds Energie visé à l'article 51bis du décret électricité.

*Section 3. — Rapports entre la Commission et les régulateurs du marché électrique, le Comité de Contrôle de l'Electricité et du Gaz et le Comité Energie*

Coopération avec les régulateurs des marchés électrique et gazier

Art. 10. La coopération avec les régulateurs du marché électrique, visée aux articles 43, § 2, 12°, du décret électricité et 36, § 1<sup>er</sup>, 10°, du décret gaz est assurée par le comité de direction, où le président le représente sauf lorsque le comité de direction désigne une autre délégation.

Coopération avec le Conseil économique et social de la Région wallonne

Art. 11. La coopération avec le Conseil économique et social de la Région wallonne, dans le cadre de l'article 51, du décret électricité est assurée par le comité de direction où le président le représente sauf lorsque le comité de direction désigne une autre délégation.

Echange d'informations

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions des articles 8 et 9 du présent règlement, le comité de direction accomplit les actes nécessaires ou utiles d'une part à l'exécution des missions de la Commission visées aux articles 43, § 2, du décret électricité et 36, § 1<sup>er</sup>, du décret gaz et d'autre part dans le respect des dispositions des opérations de contrôle visées à l'article 47ter du décret électricité.

§ 2. Les règlements établis par la CWaPE, les propositions, avis, décisions, lignes directrices, recommandations, recherches et études, font l'objet d'échanges, sauf exception dûment motivée, avec les autres régulateurs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission wallonne pour l'Energie et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 992

[2009/201150]

**12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie) und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 44, § 1 und 46, § 1, so wie durch das Dekret vom 17. Juli 2008 abgeändert;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung der "Commission wallonne pour l'Energie", so wie durch den Erlass vom 30. November 2006 abgeändert;

Aufgrund des Vorschlags der "Commission wallonne pour l'Energie" CD-9a20-CWaPE-225 vom 22. Januar 2009; Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Wallonische Regierung genehmigt die allgemeine Dienstordnung der "Commission wallonne pour l'Energie", so wie sie dem vorliegenden Erlass beigefügt ist;

**Art. 2** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung der "Commission wallonne pour l'Energie" wird aufgehoben.

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 4** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

## ANLAGE

## ALLGEMEINE DIENSTORDNUNG DER "COMMISSION WALLONNE POUR L'ENERGIE"

*Abschnitt 1 — Definitionen*

## Definitionen

Artikel 1 - Bei der Anwendung vorliegenden Dienstordnung gelten folgende Definitionen:

- 1° "Elektrizitätsdekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;
- 2° "Gasdekret": das Dekret 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;
- 3° "Commission": die "Commission wallonne pour l'Énergie";
- 4° "Werktag": jeder Kalendertag außer den Samstagen, Sonntagen und Feiertagen;
- 5° "Minister": der Wallonische Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört.

*Abschnitt 2 — Der Vorstand*

Art. 2 - § 1. Die Dienststellen der CWaPE bestehen aus vier Direktionen und einem Vorsitz.

§ 2. Eine von einem "technischen" Direktor geleitete und mit den technischen Aspekten des Gasmarktes und des Elektrizitätsmarktes beauftragte Direktion;

§ 3. Eine von einem Direktor "der Förderung der erneuerbaren Energien" geleitete und mit der Umsetzung und der Kontrolle der Mechanismen zur Förderung und zur Gütezeichenversehung der mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Elektrizität einerseits und des mittels erneuerbarer Energiequellen erzeugten Gases andererseits beauftragte Direktion;

§ 4. Eine von einem "sozial-wirtschaftlichen" Direktor geleitete und mit dem Funktionieren des Gasmarktes und des Elektrizitätsmarktes und der Kontrolle der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, der Bewertung ihrer Durchführung und ihrer Kosten, sowie der damit verbundenen Studien beauftragte Direktion;

§ 5. Eine von einem Direktor "der Dienstleistungen für die Verbraucher und der juristischen Dienststellen" geleitete und mit den Studien juristischer Art, der Überwachung und der Behandlung der Fragen und Klagen beauftragte Direktion;

§ 6. Der Vorsitzende ruft die Versammlungen des Vorstands zusammen, eröffnet sie und schließt sie. Er leitet die Verhandlungen und verfügt über alle zu diesem Zweck erforderlichen Befugnisse. Außerhalb dieser Verhandlungen ist der Vorsitzende mit der Koordination der vier Direktionen beauftragt.

Unter Beachtung der Beschlüsse des Vorstandes achtet der Vorsitzende insbesondere auf:

- a) die Verteilung, die Untersuchung und die Vorbereitung der Akten und der an den Vorstand gerichteten Fragen, wie auch auf deren Unterbreitung an den Vorstand;
- b) die Ausübung oder Zuweisung der restlichen Befugnisse und ggf. die Schlichtung der Zuständigkeitskonflikte zwischen den Direktionen;
- c) die auswärtigen Beziehungen mit den belgischen Behörden, den ausländischen oder internationalen Einrichtungen und mit den anderen Ordnungsstellen des Elektrizitäts- und des Gasmarkts;
- d) den Informationsaustausch oder die Beziehungen zwischen dem Vorstand und dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region.

In diesem Rahmen stützt sich der Vorsitzende auf die Mitarbeit eines Generalsekretariats und einer "Rückeneinheit", die unter seine Aufsicht gestellt sind und den anderen Direktionen in Sachen Human Resource-Management, Buchführung, EDV, Sammlung und Verwaltung der Dokumentation und Verwaltungskontrolle Unterstützung bieten.

Wenn der Vorsitzende verhindert ist, wird der Vorsitz von dem anwesenden Direktor übernommen, der den ältesten Amtsantritt nachweisen kann. Wenn mehrere Direktoren das gleiche Amtsalter haben, wird der Vorsitz von dem ältesten anwesenden Direktor übernommen. Der Direktor, der den Vorsitz führt, verfügt über die gleichen Rechte und Pflichten wie der Vorsitzende.

## Versammlungen und Tagesordnung

Art. 3 - § 1. Der Vorstand versammelt sich in dem Verwaltungsbezirk von Namur; der Vorsitzende kann jedoch einen anderen Ort für die Versammlung bestimmen.

§ 2. Die Versammlungen des Vorstands sind nicht öffentlich. Der Vorstand kann jedoch bestimmte Personalmitglieder oder Sachverständige, die ihn bei seinen Beratungen unterstützen können, auffordern, einer ganzen Versammlung bzw. einem Teil davon beizuwohnen. Der Generalsekretär wohnt den Vorstandsversammlungen ohne beschließende Stimme bei und wird damit beauftragt, die Protokolle der Versammlungen des Vorstands unter der Leitung des Vorsitzenden zu verfassen.

§ 3. Der Vorstand versammelt sich auf Vorladung des Vorsitzenden, auf eigene Initiative oder auf Antrag von mindestens zwei zu den Direktoren und Kommissaren gehörenden Personen, dies so oft wie die Interessen der Kommission es erfordern und mindestens einmal im Monat, außer während der Monate Juli und August. Im Falle einer von mindestens zwei Mitgliedern des Vorstandes beantragten Versammlung wird die Versammlung des Vorstands innerhalb von zehn Werktagen nach dem Datum des Antrags organisiert.

Die Einberufung erfolgt entweder per E-Mail, per Post, per Fax oder über einen Boten, mindestens fünf Werktage vor der Versammlung.

Im Falle einer zwingenden Notwendigkeit kann der Vorsitzende die Versammlung am Tag selbst der Einberufung festsetzen.

Die Tagesordnung der Versammlung und alle Dokumente in Bezug auf die Tagesordnung werden der Einberufung beigefügt.

§ 4. Jedes Mitglied des Vorstands kann dem Vorsitzenden einen Antrag mit den dazu gehörenden Dokumenten vorlegen, um bestimmte Punkte auf die Tagesordnung zu setzen.

§ 5. Am Anfang der Versammlung genehmigt der Vorstand die Tagesordnung. Der Vorstand kann durch Konsens beschließen, einen zusätzlichen Punkt auf die Tagesordnung zu setzen.

§ 6. Falls ein bzw. mehrere Punkte der Tagesordnung während der Versammlung des Vorstandes nicht behandelt werden können, werden sie:

- entweder vorrangig auf die Tagesordnung der nächsten Versammlung gesetzt;

- oder auf eine spätere Versammlung verlegt, falls der Vorstand den Punkt wegen eines Mangels an Information, aus mit dem Verfahren verbundenen Gründen oder weil der Vorstand zusätzliche Ermittlungen für erforderlich erachtet, nicht behandeln konnte.

#### Beschlussfassung und Abstimmung

Art. 4 - § 1. Der Vorstand kann nur dann auf gültige Weise beschließen, wenn er sich mindestens aus dem Vorsitzenden und zwei Direktoren oder bei Abwesenheit des Vorsitzenden aus mindestens drei Direktoren zusammensetzt.

Ist diese Mindestzahl nicht erreicht worden, so kann der Vorstand ebenfalls mit mindestens zwei anwesenden Mitgliedern, unter denen der zuständige Direktor steht, auf gültige Weise beschließen, nachdem er erneut mit derselben Tagesordnung zu einer zweiten Versammlung, die frühestens am zweiten Werktag nach der ersten Versammlung stattfindet, einberufen worden ist, ohne die in Artikel 3, § 3, Absatz 2 erwähnte Frist zu beachten, es sei denn, es handelt sich um einen zwingenden Notfall. In diesem Fall wird der Vorstand unverzüglich ein zweites Mal mit derselben Tagesordnung einberufen und kann ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder auf gültige Weise beschließen. Der zwingende Notfall muss jedoch stets in der Einberufung und im Protokoll der Versammlung begründet werden.

§ 2. Der Vorstand beschließt durch Konsens. Wird kein Konsens erreicht, so werden die Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der Stimmen gefasst, wobei die Stimme des Vorsitzenden bei Stimmengleichheit ausschlaggebend ist.

§ 3. Der Vorstand darf nur bei Anwesenheit des zuständigen Direktors über einen auf der Tagesordnung stehenden Punkt beraten. Wenn der Punkt wegen der Abwesenheit des zuständigen Direktors auf eine spätere Versammlung verlegt wird und wenn dieser erneut abwesend ist, kann der Vorstand durch Konsens beschließen, in Abwesenheit des zuständigen Direktors zu beschließen.

§ 4. Die Abstimmung wird nur dann erfolgen dürfen, wenn die gegebenenfalls zur Vorstandssitzung vorgeladenen Personen den Raum verlassen haben.

§ 5. Die Abstimmung erfolgt durch Handerheben, darf aber auf Antrag eines Mitglieds des Vorstands geheim sein.

§ 6. Ein Direktor, der sich der Stimme enthält oder der gegen einen mit der Mehrheit der Stimmen gefassten Beschluss abstimmt, kann darum bitten, dass seine Stimmenthaltung oder sein Einwand namentlich in der Form einer Minderheitsnote im Protokoll eingetragen wird, dies eventuell mit Angabe der von ihm angegebenen Gründe.

§ 7. Der Vorstand bestimmt die auf die Beratungen und Abstimmungen des Vorstands anwendbaren berufsethischen Regeln.

#### Protokolle

Art. 5 - § 1. Die Protokolle werden auf deutliche Weise abgefasst. Sie beinhalten die Beschlüsse und deren Begründung sowie die Verweise auf die Grundlagendokumente.

§ 2. Die Genehmigung des Protokolls steht auf der Tagesordnung der nächsten Versammlung des Vorstands.

§ 3. Die endgültige Fassung des Protokolls wird vom Vorsitzenden und einem Direktor unterzeichnet, nachdem sie vom Vorstand genehmigt worden ist. Das Original des Protokolls wird vom Vorsitzenden aufbewahrt. Jeder Protokollauszug wird vom Vorsitzenden oder einem Direktor unterzeichnet. Die Protokolle und die Auszüge sind vertraulich, es sei denn, es liegt eine anderslautende Entscheidung des Vorstands vor.

Art. 6 - Auf die Abfassung von Regelungen, Vorschlägen, Gutachten, Beschlüssen, Anordnungen, Richtlinien, Empfehlungen, Untersuchungen und Studien anwendbare Regeln.

§ 1. Wenn der Vorstand eine Regelung, einen Vorschlag, ein Gutachten, einen Beschluss, eine Anordnung, eine Richtlinie, eine Empfehlung, eine Untersuchung oder eine Studie genehmigen bzw. einleiten möchte, übermittelt der Vorsitzende jedem zuständigen Direktor die Akte.

§ 2. Jeder zuständige Direktor nimmt sofort die notwendigen Verbindungen auf und fragt nach allen Informationen, die er als zweckmäßig erachtet. Bei der Abfassung einer Regelung, eines Vorschlags, eines Gutachtens, eines Beschlusses, einer Anordnung, einer Richtlinie, einer Empfehlung, einer Untersuchung oder einer Studie kann der Direktor immer externe Sachverständige heranziehen, dies unter der Bedingung, dass die Unabhängigkeit der Kommission gewährleistet ist. Diese Heranziehung erfolgt im finanziellen Rahmen und gemäß den Verfahren, die in Artikel 7 vorliegender Dienstordnung beschrieben sind.

§ 3. Wenn der Vorstand aufgefordert wird, eine Regelung, einen Vorschlag, ein Gutachten, einen Beschluss, eine Anordnung, eine Richtlinie, eine Empfehlung, eine Untersuchung oder eine Studie zu genehmigen oder anzunehmen, sendet der Vorsitzende der antragstellenden Behörde sofort eine Empfangsbestätigung zu.

Jeder zuständige Direktor trifft alle notwendigen Maßnahmen, um die von der antragstellenden Behörde festgesetzte Durchführungsfrist einzuhalten. Wenn die von der antragstellenden Behörde festgesetzte Durchführungsfrist beispielsweise wegen der Komplexität der Akte nicht eingehalten werden kann, teilt der Vorstand der antragstellenden Behörde die von ihm als angemessen erachtete Frist sofort mit. Die Durchführungsfrist beginnt in allen Fällen erst nach Eingang der vollständigen Akte.

Der Vorstand hält die von der antragstellenden Behörde festgesetzte Frist strikt ein, wenn ein Dekret oder einer seiner Durchführungserlasse eine zwingende Frist auferlegt.

§ 4. Die wichtige Korrespondenz, die den Vorstand verpflichtet, wird auf die Tagesordnung des Vorstands gesetzt. Die Unterschrift eines jeden zuständigen Direktors ist jedoch ausreichend.

§ 5. Wenn der Vorsitzende und jeder zuständige Direktor es für notwendig erachten, kann die Genehmigung der Regelungen, Vorschläge, Gutachten, Beschlüsse, Anordnungen, Richtlinien, Empfehlungen, Untersuchungen und Studien durch ein schriftliches Verfahren erreicht werden. In diesem Fall wird der Entwurf der Regelung, des Vorschlags, des Gutachtens, des Beschlusses, der Anordnung, der Richtlinie, der Empfehlung, der Untersuchung oder der Studie allen Mitgliedern des Vorstands brieflich mitgeteilt. Diese Mitteilung kann ebenfalls per Fax oder E-Mail erfolgen; in diesem Fall gilt der Versendungsnachweis als Empfangsbestätigung.

In der Mitteilung werden die Frist, über die die Mitglieder zur Mitteilung ihrer Zustimmung verfügen, oder die Gründe, aus denen sie ihre Zustimmung nicht geben können, angegeben. Diese Frist läuft ab dem Zeitpunkt der Zusendung und kann nicht weniger als 24 Stunden betragen.

Wenn Mitglieder keine Nachricht am Ende der in der Mitteilung erwähnten Frist übermittelt haben, wird davon ausgegangen, dass sie dem Entwurf zugestimmt haben.

Wird kein Konsens erreicht, so findet die Abstimmung über den Entwurf während der nächsten Versammlung des Vorstands statt.

§ 6. Die endgültige Fassung einer Regelung, eines Vorschlags, eines Gutachtens, eines Beschlusses, einer Anordnung, einer Richtlinie, einer Empfehlung, einer Untersuchung oder einer Studie wird von jedem zuständigen Direktor und vom Vorsitzenden unterzeichnet. Fällt das zu unterzeichnende Dokument in den Zuständigkeitsbereich des Vorsitzenden, so wird es von Letzterem und von einem Direktor unterzeichnet. Dasselbe gilt für Korrespondenz, die mit der Kommunikation mit der etwaigen Behörde verbunden ist, die die endgültigen Regelungen, Vorschläge, Gutachten, Beschlüsse, Anordnungen, Richtlinien, Empfehlungen, Untersuchungen und Studien beantragt hat.

§ 7. Die Regelungen, Vorschläge, Gutachten, Beschlüsse, Anordnungen, Richtlinien, Empfehlungen, Untersuchungen und Studien des Vorstands werden unter Berücksichtigung einer bestimmten Seitengestaltung veröffentlicht.

§ 8. Die endgültigen Fassungen der Regelungen, Vorschläge, Gutachten, Beschlüsse, Anordnungen, Richtlinien, Empfehlungen, Untersuchungen und Studien des Vorstands sind der Öffentlichkeit zugänglich und werden auf der Webseite der Kommission, [www.cwape.be](http://www.cwape.be), veröffentlicht, es sei denn, es liegt eine anderslautende Entscheidung des Vorstands vor.

Die Gutachten werden veröffentlicht, nachdem sie der Regierung mitgeteilt worden sind.

Eine thematische und chronologische Archivierung der Regelungen, Vorschläge, Gutachten, Beschlüsse, Anordnungen, Richtlinien, Empfehlungen, Untersuchungen und Studien des Vorstands wird organisiert.

Auf die operative Verwaltung anwendbare Regeln

Art. 7 - § 1. Der Vorstand kann dem Vorsitzenden oder einem Direktor erlauben, alle dringenden Beschlüsse zu fassen, mit Ausnahme der Beschlüsse verordnungsmäßiger Art oder der in Artikel 6 vorliegender Dienstordnung erwähnten Materien. Diese dringenden Beschlüsse werden der Genehmigung des Vorstands bei der folgenden Versammlung unterzogen.

§ 2. Die folgenden Regeln in Sachen Vollmachtsübertragung von Zuständigkeiten und Unterzeichnungsbefugnis sind anwendbar:

1. in Sachen Bestellungen und Eingehen von Verpflichtungen:

Unter Beachtung der Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge entscheidet der Vorstand über die Bestellungen und das Eingehen von anderen Verpflichtungen. Vorbehaltlich einer begründeten Ausnahme oder im Falle von Beträgen, die unter den vom Vorstand bestimmten Beträgen liegen, entscheidet der Vorstand auf der Grundlage von drei unterschiedlichen Angeboten, wenn die Vereinbarung (einer Vertragsbestimmung zugunsten eines Dritten in Sachen Lieferung) zwischen dem Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen (oder dem Öffentlichen Dienst der Wallonie) und der Kommission keine Anwendung findet.

Der Vorstand kann jedem Direktor diese Beschlussbefugnis übertragen oder eine Unterzeichnung durch zwei Direktoren im Falle von Beträgen, die unter den vom Vorstand bestimmten Beträgen liegen, vorsehen.

2. in Sachen Zahlungen und Bankverrichtungen:

Die Bankverrichtungen und die Zahlungsanweisungen werden von zwei Mitgliedern des Vorstands, unter denen der Vorsitzende steht, wenn er anwesend ist, unterzeichnet. Der Vorstand kann Ausnahmen zu diesem Grundsatz für die internen Verrichtungen der Kommission oder für die Verrichtungen unter einem bestimmten Betrag formulieren.

3. in Sachen Rechnungen und Belege für die Ausgaben:

Alle Rechnungen und Ausgabenbelege werden vom Vorsitzenden oder der von ihm zu diesem Zweck bezeichneten Person genehmigt und mit einem Sichtvermerk versehen, dies vor deren Auszahlung durch den Vorsitzenden oder die zu diesem Zweck vom Vorstand bezeichnete Person.

§ 3. Die Kommission schaltet sich als Klägerin oder als Beklagte auf Bitte oder Antrag des Vorsitzenden in Anwendung von Artikel 45, § 4 des Elektrizitätsdekrets in Justizverfahren ein.

Personal

Art. 8 - Das Personal der Kommission wird aufgrund der durch das Gesetz vom 3. Juli 1978 geregelten Arbeitsverträge in Anwendung von Artikel 46, § 2 des Elektrizitätsdekrets angeworben und beschäftigt.

Der Vorstand bestimmt die Entlohnung und die zusätzlichen Vorteile der Personalmitglieder. Der Vorstand befindet über die Anwerbungen, die Beförderungen und die Entlassungen. Das beschäftigte Personal darf nur nach einem Aufruf zur Kandidatur mit Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* und in der durch den Vorstand gewählten französischsprachigen Presse und der Einschaltung einer spezialisierten Anwerbungseinrichtung angeworben werden.

Finanzen

Art. 9 - § 1. Der Vorstand bezeichnet einen externen Betriebsrevisor, der kein Amt in einem der Kontrolle durch die Kommission unterzogenen Unternehmen ausübt. Der Revisor kontrolliert und bescheinigt die durch den Vorstand abgeschlossenen Rechnungen unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 50, § 5 des Elektrizitätsdekrets. Der Vorstand beschließt, dem Mandat des Betriebsrevisors ein Ende zu setzen.

§ 2. Alle drei Monate legt der Vorsitzende dem Vorstand die Ergebnisrechnung vor. Der Vorstand schließt jährlich die Bilanz und die Ergebnisrechnung ab; das zu verwendende Ergebnis wird gegebenenfalls auf das folgende Geschäftsjahr vorgetragen.

§ 3. Der Vorsitzende verfasst den Entwurf für den Haushaltsplan und legt ihn dem Vorstand zur Genehmigung vor. Der Haushaltsplan enthält eine detaillierte Schätzung der Ausgaben und Einnahmen auf Jahresbasis.

Der Entwurf für den Haushaltsplan für das Jahr n wird dem Minister vor dem 31. Oktober des Jahres n-1 übermittelt.

§ 4. Die Buchhaltung der Kommission wird unter Berücksichtigung der allgemeinen Regeln des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung der Unternehmen geführt.

Der Vorstand setzt die Regeln für die Bewertung der Ergebnisrechnungen und der Bilanz auf Vorschlag des Vorsitzenden fest.

Die Kommission verbucht nicht den in Artikel 51bis des Elektrizitätsdekrets erwähnten Energiefonds.

Abschnitt 3 - Beziehungen zwischen der Kommission und den Ordnungsstellen des Elektrizitätsmarktes, dem Kontrollausschuss für Strom und Gas und dem Energieausschuss

Zusammenarbeit mit den Ordnungsstellen des Elektrizitäts- und des Gasmarktes

Art. 10 - Die in den Artikeln 43, § 2, 12° des Elektrizitätsdekrets und 36, § 1, 10°, des Gasdekrets erwähnte Zusammenarbeit mit den Ordnungsstellen des Elektrizitätsmarktes wird durch den Vorstand gewährleistet, der dabei vom Vorsitzenden vertreten wird, außer wenn der Vorstand eine andere Vertretung bezeichnet.

Zusammenarbeit mit dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region

Art. 11 - Die im Rahmen des Artikels 51 des Elektrizitätsdekrets vorgesehene Zusammenarbeit mit dem

Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region wird durch den Vorstand gewährleistet, der dabei vom Vorsitzenden vertreten wird, außer wenn der Vorstand eine andere Vertretung bezeichnet.

Informationsaustausch

Art. 12 - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 8 und 9 vorliegender Dienstordnung führt der Vorstand alle Handlungen, die einerseits für die Durchführung der in den Artikeln 43, § 2 des Elektrizitätsdekrets und 36, § 1, des Gasdekrets erwähnten Aufgaben notwendig bzw. nützlich sind, und andererseits den Bestimmungen der in Artikel 47ter des Elektrizitätsdekrets erwähnten Kontrollverrichtungen genügen.

§ 2. Die durch die CWaPE erstellten Regelungen, die Vorschläge, Gutachten, Beschlüsse, Richtlinien, Empfehlungen, Untersuchungen und Studien sind außer bei ordnungsgemäß begründeten Ausnahmen Gegenstand von Austausch mit den anderen Ordnungsstellen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie) und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003 beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 992

[2009/201150]

**12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie) en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 44, § 1, en 46, § 1, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission wallonne pour l'Energie", zoals gewijzigd bij het besluit van 30 november 2006;

Gelet op het voorstel van de "Commission wallonne pour l'Energie", CD-9a20-CWaPE-225, van 22 januari 2009;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De Waalse Regering keurt het bijgaande huishoudelijk reglement van de "Commission wallonne pour l'Energie" goed.

**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission wallonne pour l'Energie" wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 4.** De Minister voevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

#### BIJLAGE

#### HUISHOUELIJK REGLEMENT VAN DE "COMMISSION WALLONNE POUR L'ENERGIE"

##### *Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen*

Begripsomschrijving

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "elektriciteitsdecreet": het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "gasdecreet": het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

3° "commissie": de "Commission wallonne pour l'Energie";

4° "werkdag": iedere kalenderdag, met uitzondering van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen;

5° "Minister": de Waalse Minister van Energie.

##### *Afdeling 2. — Het Directiecomité*

Art. 2. § 1. De diensten van de CWaPE worden in vier directies en een voorzitterschap georganiseerd.

§ 2. Een directie geleid door een "technisch" directeur die belast is met de technische aspecten van de gas- en elektriciteitsmarkten;

§ 3. Een directie geleid door een directeur "van de bevordering van hernieuwbare energieën" die belast is met de uitvoering van en de controle op de mechanismen voor de bevordering en de labeling van elektriciteit uit hernieuwbare



energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, enerzijds, en van gas uit hernieuwbare energiebronnen, anderzijds;

§ 4. Een directie geleid door een "sociaal-economisch" directeur, die belast is met de werking van de gas- en elektriciteitsmarkt en met de controle op de openbare verplichtingen, met de evaluatie van hun uitvoering en hun kosten alsmede met de desbetreffende onderzoeken;

§ 5. Een directie geleid door een directeur "van de diensten aan de consumenten en van de juridische diensten" die belast is met de juridische onderzoeken, met de bewaking en de behandeling van de vragen en klachten;

§ 6. De voorzitter roept de vergaderingen van het directiecomité bijeen, opent en sluit ze. Hij leidt de debatten en beschikt daartoe over alle nodige bevoegdheden. Buiten deze vergaderingen is de voorzitter belast met de coördinatie van de vier directies.

Met inachtneming van de beslissingen van het directiecomité zorgt de voorzitter met name voor :

a) de verdeling, het onderzoek en de voorbereiding van de dossiers en de vragen die aan het directiecomité worden gericht evenals op hun uiteenzetting voor het directiecomité;

b) de uitoefening of de toewijzing van residuaire bevoegdheden en de eventuele abritrage van de bevoegdheidsconflicten tussen directies;

c) de externe betrekkingen met de Belgische overheden, met de buitenlandse of internationale instellingen en de andere regulatoren van de elektriciteits- en gasmarkt;

d) de informatie-uitwisseling of de betrekkingen tussen het directiecomité en de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest).

In dit kader rekent de voorzitter op de bijstand van een secretaris-generaal en een "dorsale eenheid", die onder zijn gezag staat, en die de overige directies in beheer van human resources, boekhouding, informatica, ophaling en beheer van de documentatie en beheerscontrole bijstaat.

Wanneer de voorzitter verhinderd is, wordt het voorzitterschap waargenomen door de langst benoemde directeur. Wanneer meerdere directeurs dezelfde anciënniteit hebben, neemt de oudste directeur die aanwezig is het voorzitterschap waar. De directeur die het voorzitterschap waarneemt, heeft dezelfde rechten en plichten als de voorzitter.

Vergaderingen en agenda

Art. 3. § 1. Het directiecomité vergadert in het administratief arrondissement Namen; de voorzitter kan evenwel een andere vergaderplaats aanduiden.

§ 2. De vergaderingen van het directiecomité zijn niet openbaar. Het directiecomité kan er evenwel personeelsleden of deskundigen die het in zijn beraadslagen kunnen bijstaan, om verzoeken een vergadering geheel of gedeeltelijk bij te wonen. De secretaris-generaal woont het directiecomité bij zonder stemgerechtigd te zijn en wordt ermee belast onder de leiding van de voorzitter de notulen van de vergaderingen van dat comité op te maken.

§ 3. Het directiecomité vergadert op uitnodiging van de voorzitter, op eigen initiatief of op verzoek van ten minste twee personen onder de directeurs en commissarissen, zo dikwijls als het belang van de commissie het vereist, en minstens eenmaal per maand, behalve tijdens juli en augustus. Op verzoek van minstens twee leden van het directiecomité wordt de vergadering van het directiecomité binnen tien werkdagen na de datum van het verzoek gehouden.

De oproeping wordt ofwel per elektronische of gewone post ofwel per fax of per drager minstens vijf werkdagen vóór de vergadering verstuurd.

In geval van hoogdringendheid kan de vergadering door de voorzitter vastgesteld worden op de dag zelf van de oproeping.

De agenda voor de vergadering en alle stukken in verband met de agendapunten worden bij de oproeping gevoegd.

§ 4. Elk lid van het directiecomité kan een verzoek om punten op de agenda te plaatsen samen met de bijhorende documenten overmaken aan de voorzitter.

§ 5. Bij het begin van de vergadering keurt het directiecomité de agenda goed. Het directiecomité kan bij consensus beslissen om een bijkomend punt op de agenda op te nemen.

§ 6. Indien één of meerdere agendapunten niet behandeld kunnen worden op de vergadering van het directiecomité, worden zij :

- ofwel met voorrang ingeschreven op de agenda van de volgende vergadering;

- ofwel uitgesteld naar een latere vergadering, indien het directiecomité het punt niet kon behandelen wegens een gebrek aan informatie, om procedurerechten of omdat het directiecomité bijkomend onderzoek nodig acht.

Beraadslaging en stemming

Art. 4. § 1. Het directiecomité kan alleen geldig beraadslagen als het bestaat uit de voorzitter en ten minste twee directeurs of, wanneer de voorzitter niet aanwezig is, ten minste drie directeurs.

Indien het quorum niet is bereikt, kan het directiecomité alsnog geldig beraadslagen, met tenminste twee aanwezige leden waaronder de bevoegde directeur, nadat zij opnieuw wordt bijengeroepen met dezelfde agenda, zonder rekening te houden met de termijn bepaald in artikel 3, § 3, tweede lid, voor een tweede vergadering die plaatsvindt de tweede werkdag volgend op de eerste vergadering, tenzij in geval van hoogdringendheid. In dit laatste geval wordt het directiecomité onmiddellijk een tweede maal bijengeroepen met dezelfde agenda en kan geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden. De hoogdringendheid moet echter steeds gemotiveerd worden in het proces-verbaal van de vergadering.

§ 2. Het directiecomité neemt zijn beslissingen bij consensus. Indien geen consensus wordt bereikt, komen de beslissingen tot stand bij gewone meerderheid van uitgebrachte stemmen, met dien verstande dat de stem van de voorzitter doorweegt bij staking der stemmen.

§ 3. Het directiecomité kan slechts over een agendapunt beraadslagen wanneer de bevoegde directeur aanwezig is. Indien het punt wordt uitgesteld naar een latere vergadering om reden van afwezigheid van de bevoegde directeur en deze opnieuw afwezig is, kan het directiecomité beslissen bij consensus te beraadslagen in afwezigheid van de bevoegde directeur.

§ 4. De stemming kan slechts plaatsvinden, nadat de personen, die desgevallend het directiecomité op uitnodiging bijwonen, zich hebben teruggetrokken.

§ 5. De stemming gebeurt door het opsteken van de hand, doch op verzoek van één lid van het directiecomité gebeurt de stemming geheim.

§ 6. Een directeur die zich onthoudt of die tegen een bij meerderheid van stemmen genomen beslissing stemt, kan vragen dat zijn onthouding of verzet met naam in de vorm van een minderheidsnota geacteerd wordt in de notulen, met eventueel de door hem aangehaalde motieven.

§ 7. Het directiecomité stelt vast welke deontologische regels bij de beraadslagingen en stemmingen van het directiecomité gelden.

#### Notulen

Art. 5. § 1. De notulen worden duidelijk opgesteld. Zij geven de beslissingen en de redenen ervoor weer, alsook de verwijzingen naar de basisdocumenten.

§ 2. Op de agenda van de eerstvolgende vergadering van het directiecomité staat de goedkeuring van de notulen.

§ 3. De definitieve versie van de notulen wordt na goedkeuring door het directiecomité, ondertekend door de voorzitter en een directeur. De oorspronkelijke notulen worden door de voorzitter bewaard. Elk uittreksel uit de notulen wordt door de voorzitter of een directeur ondertekend. De notulen en uittreksels zijn vertrouwelijk behoudens andersluidende beslissing van het directiecomité.

Art. 6. Regels van toepassing op de totstandkoming van verordeningen, voorstellen, adviezen, beslissingen, bevelen, richtlijnen, aanbevelingen, onderzoeken en studies

§ 1. Wanneer het directiecomité een verordening, voorstel, een advies, een beslissing, een injunctie, een richtlijn, een aanbeveling, een onderzoek of een studie wenst aan te nemen of uit te brengen, maakt de voorzitter het dossier over aan elke bevoegde directeur.

§ 2. Elke bevoegde directeur legt onmiddellijk de nodige contacten en vraagt alle informatie op die hij nuttig acht. Bij het opstellen van een reglement, een voorstel, een advies, een beslissing, een injunctie, een richtlijn, een aanbeveling, een onderzoek of een studie mag de directeur steeds een beroep doen op experts van buitenaf, op voorwaarde dat de onafhankelijkheid van de commissie gegarandeerd kan worden. Dit beroep gebeurt in het financieel kader en volgens de procedures beschreven in artikel 7 van dit reglement

§ 3. Wanneer het directiecomité om een reglement, voorstel, advies, beslissing, injunctie, richtlijn, aanbeveling, onderzoek of studie wordt verzocht, stuurt de voorzitter onmiddellijk een ontvangstmelding aan de verzoekende instantie.

Elke bevoegde directeur stelt alles in het werk om de door de verzoekende instantie vooropgestelde uitvoeringstermijn te respecteren. Indien de door de verzoekende instantie vooropgestelde uitvoeringstermijn niet haalbaar is, bijvoorbeeld gelet op de graad van complexiteit, deelt het directiecomité de verzoekende instantie onverwijld mee welke termijn ze wel redelijk acht. De uitvoeringstermijn neemt in elk geval slechts een aanvang na de ontvangst van het volledige dossier.

In de gevallen waarin het decreet of diens uitvoeringsbesluiten in een verplichte termijn voorzien, respecteert het directiecomité nauwgezet de door de verzoekende instantie vooropgestelde termijn.

§ 4. Belangrijke briefwisseling die het directiecomité verbindt, wordt op de agenda van het directiecomité geplaatst. Doch volstaat de handtekening van elke bevoegde directeur.

§ 5. Wanneer de voorzitter en elke bevoegde directeur het nodig achten, wordt de goedkeuring van de reglementen, voorstellen, adviezen, beslissingen, bevelen, richtlijnen, aanbevelingen, onderzoeken of studies via een schriftelijke procedure bekomen. In dit geval wordt het ontwerp van reglement, voorstel, advies, beslissing, injunctie, richtlijn, aanbeveling, onderzoek of studie per brief meegedeeld aan alle leden van het directiecomité. Deze mededeling kan ook per fax of via e-mail geschieden; in dit geval geldt het verzendingsbewijs als ontvangstbewijs.

De mededeling vermeldt de termijn waarover de leden beschikken om hun goedkeuring dan wel de redenen waarom zij hun goedkeuring niet kunnen verlenen, mee te delen. Deze termijn gaat in vanaf de verzending en kan niet korter zijn dan 24 uur.

De leden die na het verstrijken van de termijn vermeld in de mededeling geen bericht overmaakten, worden geacht het ontwerp te hebben goedgekeurd.

Indien geen consensus wordt bereikt, wordt over het ontwerp gestemd op de eerstvolgende vergadering van het directiecomité.

§ 6. De definitieve versie van een reglement, een voorstel, een advies, een beslissing, een injunctie, een richtlijn, een aanbeveling, een onderzoek of een studie wordt ondertekend door elke bevoegde directeur, en door de voorzitter. Wanneer het te ondertekenen document tot de bevoegdheid van de voorzitter behoort, wordt het door laatstgenoemde en een directeur ondertekend. Hetzelfde geldt voor de briefwisseling die gepaard gaat met het overmaken van reglementen, adviezen, beslissingen, bevelen, richtlijnen, aanbevelingen, onderzoeken of studies aan de eventuele verzoekende instantie.

§ 7. De reglementen, voorstellen, adviezen, beslissingen, aanbevelingen, richtlijnen, onderzoeken en studies van het directiecomité worden uitgebracht in de vastgestelde opmaak.

§ 8. De definitieve versies van de reglementen, voorstellen, adviezen, beslissingen, richtlijnen, aanbevelingen, onderzoeken en studies van het directiecomité zijn openbaar en worden bekendgemaakt op de website van de commissie, [www.cwape.be](http://www.cwape.be) behoudens andersluidende beslissing van het directiecomité.

De adviezen worden bekendgemaakt na mededeling aan de Regering.

Er wordt een thematisch en chronologisch klassement van de voorstellen, adviezen, beslissingen, aanbevelingen, onderzoeken en studies van het directiecomité bijgehouden.

#### Regels van toepassing op het operationeel bestuur

Art. 7. § 1. Het directiecomité kan de voorzitter of een directeur machtigen om alle spoedeisende beslissingen te nemen, met uitzondering van beslissingen van reglementaire aard of in aangelegenheden bedoeld in artikel 6 van dit reglement. Deze spoedeisende beslissingen zijn onderworpen aan de goedkeuring van het directiecomité op de eerstvolgende vergadering.

§ 2. Inzake bevoegdheidsdelegatie en ondertekeningsbevoegdheid gelden de volgende regels :

1. inzake bestellingen en het aangaan van verplichtingen :

Het directiecomité beslist over de bestellingen en het aangaan van andere verplichtingen met naleving van de wetgeving op de overheidsopdrachten. Behoudens gemotiveerde uitzondering of onder de door het directiecomité bepaalde bedragen, neemt het directiecomité deze beslissing op basis van drie verschillende offertes wanneer de overeenkomst (geding ten behoeve van een derde inzake leveringen) tussen het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer (of de Waalse overheidsdienst) en de Commissie niet toegepast dient te worden.

Het directiecomité kan deze beslissingsbevoegdheid delegeren aan alle directeurs, of voorzien in een ondertekening door twee directeurs onder de door het directiecomité bepaalde bedragen.

2. inzake betalingen en bankverrichtingen :

De bankverrichtingen en betalingsopdrachten worden ondertekend door twee leden van het directiecomité, waaronder de voorzitter indien hij beschikbaar is. Het directiecomité kan uitzonderingen op dit principe formuleren voor interne verrichtingen van de commissie of voor verrichtingen onder een bepaald bedrag.

3. inzake facturen en bewijsstukken van uitgaven :

Alle facturen en andere bewijsstukken van uitgaven worden geparafeerd door de voorzitter of de persoon die hij daartoe aanduidt vóór hun betaling door de voorzitter of door de persoon die daartoe behoorlijk wordt gemachtigd door het directiecomité.

§ 3. De commissie treedt in rechtsvorderingen op als eiseres of verweerster, op vraag of op vordering van de voorzitter in toepassing van artikel 45, § 4, van het elektriciteitsdecreet.

Personeel

Art. 8. Het personeel van de commissie wordt aangeworven en tewerkgesteld krachtens arbeidsovereenkomsten beheerst door de wet van 3 juli 1978 in toepassing van artikel 46, § 2, van het elektriciteitsdecreet.

Het directiecomité stelt hun bezoldiging en aanvullende voordelen vast. Het directiecomité beslist over de aanwervingen, bevorderingen en ontslagen. Het tewerkgestelde personeel kan pas aangeworven worden na een kandidatenoproep met bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en in de Franstalige pers die door het directiecomité uitgekozen is en met de tussenkomst van een gespecialiseerd aanwervingskantoor.

Financiën

Art. 9. § 1. Het directiecomité stelt een externe bedrijfsrevisor aan die geen functie uitoefent bij een onderneming die aan zijn toezicht is onderworpen. De revisor controleert en certificeert de rekeningen opgesteld door het directiecomité, onverminderd artikel 50, § 5, van het elektriciteitsdecreet. Het directiecomité beslist erover een einde te stellen aan het mandaat van de bedrijfsrevisor.

§ 2. Elke drie maanden legt de voorzitter de resultatenrekeningen aan het directiecomité voor. Het directiecomité sluit jaarlijks de balans en rekeningen af en beslist over de overdracht van het eventuele saldo naar het volgende boekjaar.

§ 3. De voorzitter maakt het voorstel van begroting op en legt dit ter goedkeuring aan het directiecomité voor. De begroting bevat een raming van de opbrengsten en kosten die een verdeling van de kosten op jaarbasis.

Het voorstel van begroting voor het jaar n wordt aan de Minister overgemaakt vóór 31 oktober van het jaar n-1.

§ 4. De boekhouding van de Commissie wordt opgemaakt overeenkomstig de algemene regels van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Op voorstel van de voorzitter stelt het directiecomité de waarderingsregels voor de resultatenrekening en de balans op.

De Commissie verrekenet niet het Fonds "Energie" bedoeld in artikel 51 van het elektriciteitsdecreet.

*Afdeling 3. — Betrekkingen tussen de Commissie en de regulatoren van de elektriciteitsmarkt, het Controlecomité van Gas en elektriciteit en het Comité Energie*

Samenwerking met de regulatoren van de elektriciteits- en gasmarkten

Art. 10. De samenwerking met de regulatoren van de elektriciteitsmarkt, bedoeld in artikelen 43, § 2, 12°, van het elektriciteitsdecreet en 36, § 1, 10°, van het gasdecreet wordt verzorgd door het directiecomité, waar het vertegenwoordigd is door de voorzitter behalve indien het directiecomité een andere delegatie aanwijst.

Samenwerking met de "Conseil économique et social de la Région wallonne"

Art. 11. De samenwerking met de "Conseil économique et social de la Région wallonne", in het kader van artikel 51, van het elektriciteitsdecreet wordt verzorgd door het directiecomité, waar het vertegenwoordigd is door de voorzitter behalve indien het directiecomité en andere delegatie aanwijst.

Informatie-uitwisseling

Art. 12. § 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 8 en 9 van dit reglement voert het directiecomité de handelingen uit die noodzakelijk of nuttig zijn voor enerzijds de uitvoering van de opdrachten van de Commissie bedoeld in artikelen 43, § 2, van het elektriciteitsdecreet en 36, § 1, van het gasdecreet en, anderzijds, met naleving van de bepalingen van de controleverrichtingen bedoeld in artikel 47<sup>ter</sup> van het elektriciteitsdecreet.

§ 2. De door de "CWaPE" opgemaakte reglementen, de voorstellen, de adviezen, de beslissingen, de richtlijnen, de aanbevelingen, de onderzoeken en de studies worden uitgewisseld met de andere regulatoren, behalve behoorlijk gemotiveerde uitzonderingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission wallonne pour l'Energie" en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE